

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/LR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société Industrielle Lesaffre
de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2011
concernant les émissions sonores pour son établissement situé sur
les communes de MARCQ-EN-BAROEUL et MARQUETTE-LEZ-LILLE**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2011 accordant à la Société Industrielle Lesaffre l'autorisation d'exploiter une usine de fabrication de levure de panification pour son établissement situé sur les communes de MARCQ-EN-BAROEUL et MARQUETTE-LEZ-LILLE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 26 mars 2024 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 27 mars 2024 ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courriel du 27 mars 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 11 avril 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. la Société Industrielle Lesaffre a fait réaliser une campagne de mesures de niveaux acoustiques en limite de propriété ainsi que dans les zones à émergences réglementées situées à 200 mètres des limites de propriété ;
2. le rapport de mesures acoustiques du 15 juillet 2021 réalisé par la société APAVE montre :
 - . un niveau de bruit mesuré à 59 dB en limite de propriété au point de mesure n° 5 situé rue Gabriel Péri en période de nuit ;
 - . des émergences de bruit mesurées à 11,5 dB et 7 dB en zones à émergences réglementées aux points de mesures n° 2 et n° 3 en période de nuit ;
3. l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2011 susvisé fixe des niveaux limites admissibles de bruit de 55 dB en limite de propriété et des émergences maximales de 3 dB pour la période de nuit ;
4. les niveaux de bruit et émergences mesurées en période de nuit ne respectent donc pas les niveaux limites admissibles aux points 2, 3 et 5 ;
5. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le dépassement des niveaux limites de bruit et émergences admissibles peut occasionner des nuisances sonores ;
6. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société Industrielle Lesaffre de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La Société Industrielle Lesaffre, ci-après dénommée l'exploitant dont le siège social sis 137 rue Gabriel Péri 59700 MARCQ-EN-BAROEUL, est mise en demeure pour son établissement situé à la même adresse de respecter les niveaux limites admissibles de bruit en période de nuit au point identifié n° 5 et les émergences admissibles en période de nuit aux points n° 2 et n° 3 tels que prescrits à l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2011 susvisé en :

- transmettant à l'inspection un rapport de campagne de mesures et d'identification des sources de bruit du site dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

.../...

- fournissant le cahier des charges pour les solutions d'atténuation des émissions sonores pour le respect des niveaux limites de bruit et émergences réglementaires dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- mettant en œuvre les solutions d'atténuation des émissions sonores dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- fournissant un rapport de mesures acoustiques complet (limites de propriété et zones à émergences réglementées) dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de LILLE peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de MARCQ-EN-BAROEUL et MARQUETTE-LEZ-LILLE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de MARCQ-EN-BAROEUL ainsi que MARQUETTE-LEZ-LILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **03 JUIN 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

